



L'intersyndicale appelle au blocage des établissements ou à toutes formes d'actions ce jeudi 17 février 2022

Dans le contexte du mécontentement relatif à l'annonce d'une très médiocre grille indiciaire de fusion des grades du CEA, l'**intersyndicale UFAP UNSa Justice, CGT Pénitentiaire et SPS** a rencontré le ministre de la Justice hier 14 février.

Contraint par l'Elysée de recevoir l'Entente syndicale, et devant la démonstration de ses représentants, le ministre s'est montré très agacé, au point d'en perdre les pédales et de finir par quitter très rapidement la réunion. Un ministre qui perd son sang froid et qui claque la porte ! Du jamais vu dans l'histoire des relations entre Syndicats pénitentiaires et un(e) ministre !

L'intersyndicale n'a cessé de réclamer une véritable négociation de la grille indiciaire relative à la fusion des grades. Elle dénonce et conteste légitimement, la piètre, la limitée, l'approximative, l'injuste grille indiciaire imposée en catimini par le trio FO/DAP/Ministre.

Au vu du comportement d'un ministre dont la préoccupation se trouve ailleurs..., d'un ministre qui se fout éperdument et royalement du Corps d'Encadrement et d'Application, d'un ministre bien plus attentionné envers ses anciens clients, d'un ministre qui fait dans la duplicité, le fricotage **avec les manœuvres de FO Justice**, dans un syndicalisme d'accompagnement douteux, qui désinforme et démobilise les agents sur le terrain, **l'intersyndicale solidaire tente au contraire de les mobiliser pour qu'ils obtiennent enfin leur dû :**

- **Un déroulé de carrière en 19 ans dans la grille fusionnée de Surveillant et Brigadier ;**
- **Un indice sommital bien supérieur à l'indice 502 ;**
- **La bonification d'une année d'ancienneté, comme pour tous les agents de catégorie C de la Fonction Publique ;**
- **La fusion des grilles de Premier Surveillant et Major.**

Dans l'intérêt de l'ensemble des Agents du CEA (27 000), l'intersyndicale réunie ce jour, prend acte du report du CTM boycotté ce jour, à jeudi 9H30 afin de valider les décrets relatifs à la fusion. La coalition FO/DAP/GDS veut rapidement étouffer les Personnels !

Quoiqu'il en soit, l'intersyndicale reste mobilisée et appelle d'ores et déjà, l'ensemble des Personnels de surveillance à se mobiliser pour bloquer leur établissement, ou à toutes formes d'action afin de manifester leur mécontentement, ce jeudi 17 février dès 6h00.

Parallèlement, elle lance une pétition nationale pour exiger le retrait de ce projet au rabais pour un projet ambitieux.

Ensemble, il faut cette fois taper fort pour exiger du ministre et de la DAP, une vraie table de négociations !